

DANS L'ACTUALITE du 1^{er} au 4 juillet 2014

Textes officiels

JORF n° 0153 du 4 juillet 2014

Modification des modalités d'établissement des schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables

[Décret n° 2014-760 du 2 juillet 2014 modifiant le décret n° 2012-533 du 20 avril 2012 relatif aux schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables prévus par l'article L. 321-7 du code de l'énergie](#)

Modalités de contrôle et de sanction des producteurs, importateurs et distributeurs de produits générateurs de déchets soumis au principe de responsabilité élargie du producteur.

[Décret n° 2014-759 du 2 juillet 2014 relatif aux contrôles périodiques et aux sanctions prévus à l'article L. 541-10 du code de l'environnement](#)

JORF n° 0152 du 3 juillet 2014

Loi sur l'eau : Alignement de la procédure d'autorisation des installations hydroélectriques sur celle prévue pour les installations soumises à autorisation au titre de la législation sur l'eau et les milieux aquatiques

[Décret n° 2014-750 du 1er juillet 2014 harmonisant la procédure d'autorisation des installations hydroélectriques avec celle des installations, ouvrages, travaux et activités prévue à l'article L. 214-3 du code de l'environnement](#)

Loi sur l'eau : Expérimentation d'une autorisation unique pour les projets relevant de la législation sur l'eau et les milieux aquatiques dans les régions Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon

[Décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014 d'application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement](#)

JORF n° 0152 du 3 juillet 2014

Présentation du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral

[Conseil constitutionnel - Décision n° 2014-12 FNR du 1er juillet 2014](#)

JORF n° 0151 du 2 juillet 2014

Une nouvelle loi modifie le Code général des collectivités territoriales en permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique

[Loi n° 2014-744 du 1er juillet 2014 permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique](#)

Modification du décret du 7 novembre 2013 fixant les modalités de mise en place et de fonctionnement des commissions départementales des valeurs locatives des locaux professionnels et des commissions départementales des impôts directs locaux

[Décret n° 2014-745 du 30 juin 2014 modifiant le décret n° 2013-993 du 7 novembre 2013 fixant les modalités de mise en place et de fonctionnement des commissions départementales des valeurs locatives des locaux professionnels et des commissions départementales des impôts directs locaux](#)

Projet de loi

Examen du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral à partir du 3 juillet

[Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral \(procédure accélérée\), déposé au Sénat le 18 juin 2014](#)

- [Texte transmis à l'Assemblée nationale le 2 juillet 2014](#)
- [Rapport n° 2098 de M. Carlos DA SILVA, fait au nom de la commission des lois, déposé le 2 juillet 2014](#)
- Texte rejeté par l'Assemblée nationale le 2 juillet 2014
- [Compte rendu analytique du 3 juillet 2014 ; discussion en séance publique les 4 et \(éventuellement\) 5 juillet 2014](#)

Jurisprudence

Rejet du recours contre la réforme des rythmes scolaires : le décret relatif à la répartition hebdomadaire des enseignements n'entraîne pas, par lui-même, de charges supplémentaires pour les communes

[CE 2 juillet 2014 Association autonome des parents d'élèves de l'école Emile Glay \(AAPEEG\), req. n° 367179](#)

Dans le cas où le zonage d'un schéma départemental des carrières, prévu à l'article L. 515-3 du code de l'environnement, est différent de celui de la charte d'un parc naturel régional, il appartient à l'Etat de veiller à ce que les décisions qu'il prend dans l'exercice de ses autres compétences soient cohérentes avec les prescriptions de la charte

[CE 25 juin 2014 Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction \(UNICEM\) Midi-Pyrénées, req. n° 366007](#)

Circulaire

Consultation du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) sur les projets de textes législatifs et réglementaires

[Circulaire n° 5720 / SG du 30/06/2014](#)

Réponse ministérielle

Contrat public

Impact de la directive européenne du 15 janvier 2014 relative à la passation des marchés publics sur les structures d'économie solidaire

[Rép. min. n° 53743, JOAN du 5 juin 2014](#)

Environnement

Extension des obligations de constitution des garanties financières aux installations classées pour la protection de l'environnement

[Rép. min. n° 11763, JO Sénat du 26 juin 2014](#)

Réglementation relative aux études d'impact

[Rép. min. n° 48686, JOAN du 24 juin 2014](#)

Urbanisme

Boîte aux lettres sans construction

[Rép. min. n° 9507, JO Sénat du 26 juin 2014](#)

Conditions d'attribution des autorisations d'urbanisme au regard de la défense contre l'incendie

[Rép. min. n° 2558, JO Sénat du 26 juin 2014](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Jurisprudence marchés publics : le premier semestre 2014 en 30 décisions

[« Le Moniteur » a sélectionné pour vous un ensemble de décisions commentées ces six derniers mois : au total 30 arrêts ou jugements concernant les marchés publics, tant au stade de la passation qu'à celui de l'exécution.](#)

Source : le Moniteur du 04/07/2014

La Lettre de la DAJ n° 169 est parue

[Lettre DAJ n° 169](#)

Source : DAJ du 03/07/2014

Vers la généralisation des factures électroniques d'ici 2020 !

Inscrite dans le programme gouvernemental de simplification en faveur des entreprises, l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique prévoit la généralisation des factures sous forme électronique dans les relations entre les personnes publiques (Etat, collectivités territoriales et établissements publics) et leurs fournisseurs.

Source : DAJ du 30/06/2014

Urbanisme

Paris va lancer une modification de son Plan local d'urbanisme

L'objectif de la Ville est de favoriser la création de 10.000 logements par an, et d'atteindre 30% de logements sociaux en 2030.

Source : le Moniteur du 04/07/2014

Ile-de-France : le Stif s'attaque aux déplacements pendulaires

Construire de nouveaux bureaux d'un côté de l'Ile-de-France engendre des flux de voyageurs dans RER et métros quand ils habitent à l'autre bout de la région: le Stif va se pencher sur ce phénomène pour tenter de l'enrayer, a-t-on appris jeudi 3 juillet.

Source : le Moniteur du 04/07/2014

Environnement

Projet de décrets et d'arrêtés pour l'éco-conditionnalité : des questions des doutes et toute autre chose...

Le Medde avait soumis à la consultation du public jusqu'au 8 juin dernier le décret d'application définissant les critères de qualification exigés pour les professionnels afin de bénéficier du CIDD, le décret d'application définissant les critères de qualification exigés pour les professionnels afin de bénéficier de l'éco-PTZ, l'arrêté précisant la mise en œuvre de l'éco-conditionnalité de l'écoPTZ et l'arrêté précisant techniquement les critères de qualification. Résultat : 22 commentaires dont 9 sans rapport avec le sujet.

Source : le Moniteur du 03/07/2014

Transition énergétique : un plan d'action Etat-régions en préparation

Dans le cadre des consultations sur la future loi de programmation pour un nouveau modèle énergétique, Ségolène Royal a participé, le 2 juillet, à la réunion de la commission développement durable de l'Association des régions de France (ARF), présidée par Jean-Jack Queyranne, président de la région Rhône-Alpes.

Source : localtis.info du 03/07/2014

Quand le génie côtier planche sur la protection du littoral

Organisées à l'initiative du Centre Français du Littoral (CFL), les 13e Journées nationales du génie côtier – génie civil se tiennent à Dunkerque du 2 au 4 juillet. Si le grand mérite de la manifestation est d'effectuer une mise à jour des connaissances dans le domaine, celle-ci revêt cette année un intérêt particulier alors que l'Etat a annoncé de nouvelles mesures pour la gestion du risque d'érosion et de submersion marines.

Source : le Moniteur du 03/07/2014

Vers une réforme des directives déchets

Environnement/politique industrielle: vivre et travailler dans des bâtiments de meilleure qualité

Environnement: des objectifs de recyclage plus ambitieux pour faciliter la transition vers une économie circulaire garante de nouveaux emplois et d'une croissance durable

Source : Commission européenne du 02/07/2014

Collectivités territoriales

Le Conseil national d'évaluation des normes démarre enfin

Le CNEN a été installé ce 3 juillet. Alain Lambert en a été élu président. Les ministères sont invités à consulter les associations d'élus avant de présenter un texte impactant fortement les collectivités territoriales au CNEN.

Source : la gazette des communes du 03/07/2014

La SEM à opération unique en 4 questions clés

Parue ce 2 juillet au Journal officiel, la SEM à opération unique peut être utilisée de suite. Ce nouvel outil juridique permet aux collectivités de réinternaliser la maîtrise des projets tout en conservant les expertises et compétences de la gestion déléguée. Sa simplification théorique devra toutefois faire ses preuves à l'usage du temps.

Source : la gazette des communes du 03/07/2014

Cahin-caha, la réforme territoriale continue son parcours d'obstacle

L'Assemblée nationale a repoussé le 2 juillet au soir la motion référendaire, adoptée plus tôt dans la journée au Sénat, et qui visait à soumettre à un référendum le projet de loi redécoupant les régions. Le signal que le projet de loi peut enfin débiter son examen en séance publique dès aujourd'hui à la Haute chambre, après avoir franchi un énième obstacle... et en attendant le prochain.

Source : la gazette des communes du 03/07/2014

Fusion des régions : l'Assemblée rejette la demande de référendum du Sénat

Comme on s'y attendait, les députés ont rejeté tard dans la soirée du 2 juillet, à une large majorité de 102 voix contre 27, la motion adoptée le même jour en fin d'après-midi au Sénat pour demander l'organisation d'un référendum sur le premier des deux projets de loi de la réforme territoriale (sur le vote et le débat au Sénat, voir ci-contre notre article du 2 juillet).

Source : localtis.info du 03/07/2014

La réforme de l'État

Le Premier ministre, le secrétaire d'État chargé de la réforme de l'État et de la simplification, le ministre de l'intérieur et la ministre de la décentralisation et de la fonction publique ont présenté l'action du Gouvernement pour la réforme de l'État.

Source : conseil des ministres du 02/07/2014

Presse

Les Français sont pour une réforme territoriale, mais contre celle proposée

[Une note de l'IFOP montre le scepticisme de l'opinion face au projet du gouvernement](#)

Source : le Monde du 04/07/2014

Attractivité : Paris revient dans le trio de tête des grandes métropoles mondiales

[La région parisienne a la cote auprès des grands groupes mondiaux. Son retour en grâce devrait se traduire par des investissements](#)

Source : les Echos du 04/07/2014